



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 16 AVR. 2024

portant modification des prescriptions à la société SOCIÉTÉ DES GRAVIÈRES DE LAUTERBOURG pour
l'exploitation de la carrière sur le territoire de la commune de LAUTERBOURG
aux lieux-dits « Epfrich » et « Rueken »

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 28 février 2021 portant autorisation d'exploiter une carrière située aux lieux-dits « Epfrich » et « Rueken » à LAUTERBOURG à la société SOCIÉTÉ DES GRAVIÈRES DE LAUTERBOURG dont le siège social est situé au 4 route du Rhin à LAUTERBOURG (67630) ;
- VU** la demande du 30 janvier 2023, présentée par la société SOCIÉTÉ DES GRAVIÈRES DE LAUTERBOURG dont le siège social est situé au 4 route du Rhin à LAUTERBOURG (67630), à l'effet d'obtenir la modification de l'autorisation d'exploiter une installation de carrière située aux lieux-dits « Epfrich » et « Rueken » à LAUTERBOURG (67630) en application de l'article R.181-46-II du code de l'environnement, portant sollicitation de :
- modifier le périmètre d'extraction, sans modification du périmètre d'autorisation d'exploitation
 - actualisations subséquentes du plan de phasage d'exploitation, du plan de remise en état final du site et du montant des garanties financières ;
- VU** le rapport et les propositions en date du 20 février 2023 de l'inspection des installations classées ;
- VU** le projet d'arrêté porté le 11 mars 2024 (et réceptionné le 13 mars 2024) à la connaissance du demandeur ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT néanmoins que la modification du plan de remise en état final du site, la mise à jour du phasage de l'exploitation et la mise à jour des garanties financières sont notables, afin de préserver les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement particulièrement, il y a lieu de d'adapter l'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

APRÈS communication du projet d'arrêté au pétitionnaire ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

La société SOCIÉTÉ DES GRAVIÈRES DE LAUTERBOURG dont le siège social est situé au 4 route du Rhin à LAUTERBOURG (67630), ci-après dénommée « l'exploitant », se conforme aux dispositions du présent arrêté pour la poursuite de ses installations situées aux lieux-dits « Epfrich » et « Rueken » à LAUTERBOURG.

ARTICLE 2 : NATURE DES INSTALLATIONS

Le tableau du paragraphe 3 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral 28 février 2012 est remplacé par le tableau suivant :

Rubriques ICPE			
Rubrique	Désignation de l'activité	Quantité	Régime
2510-1	Exploitation de carrière	Superficie : 107 ha Tonnage maximal annuel : 683 000 tonnes Tonnage moyen annuel : 455 000 tonnes	A
Rubriques IOTA			
Rubrique	Intitulé	Description	Régime
3.2.3.0-1°	Plan d'eau permanent ou non	Plan d'eau de 107 ha	A
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	3 ouvrages pour la surveillance des eaux souterraines dont 1 piézomètre amont et 2 piézomètres aval	D

ARTICLE 3 : PLAN DE REMISE EN ÉTAT FINAL

Le paragraphe 2 de l'article 30 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2012 est abrogé et remplacé par :

« Cette remise en état doit être accomplie selon le phasage et les modalités définis dans la demande et conformément au plan de remise en état joint au porter à connaissance de l'exploitant du 30 janvier 2023. »

Le plan de phasage d'exploitation et le plan de remise en état sont repris en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 4 : GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant actualise le montant des garanties financières et transmet à l'inspection l'acte de cautionnement dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 5 : MODALITÉS D'EXÉCUTION

ARTICLE 5.1 : MESURES DE PUBLICITÉ

En application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5.2 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

En application des dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Obligation de notification de recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 5.3 : EXÉCUTION

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- la société SOCIÉTÉ DES GRAVIÈRES DE LAUTERBOURG,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

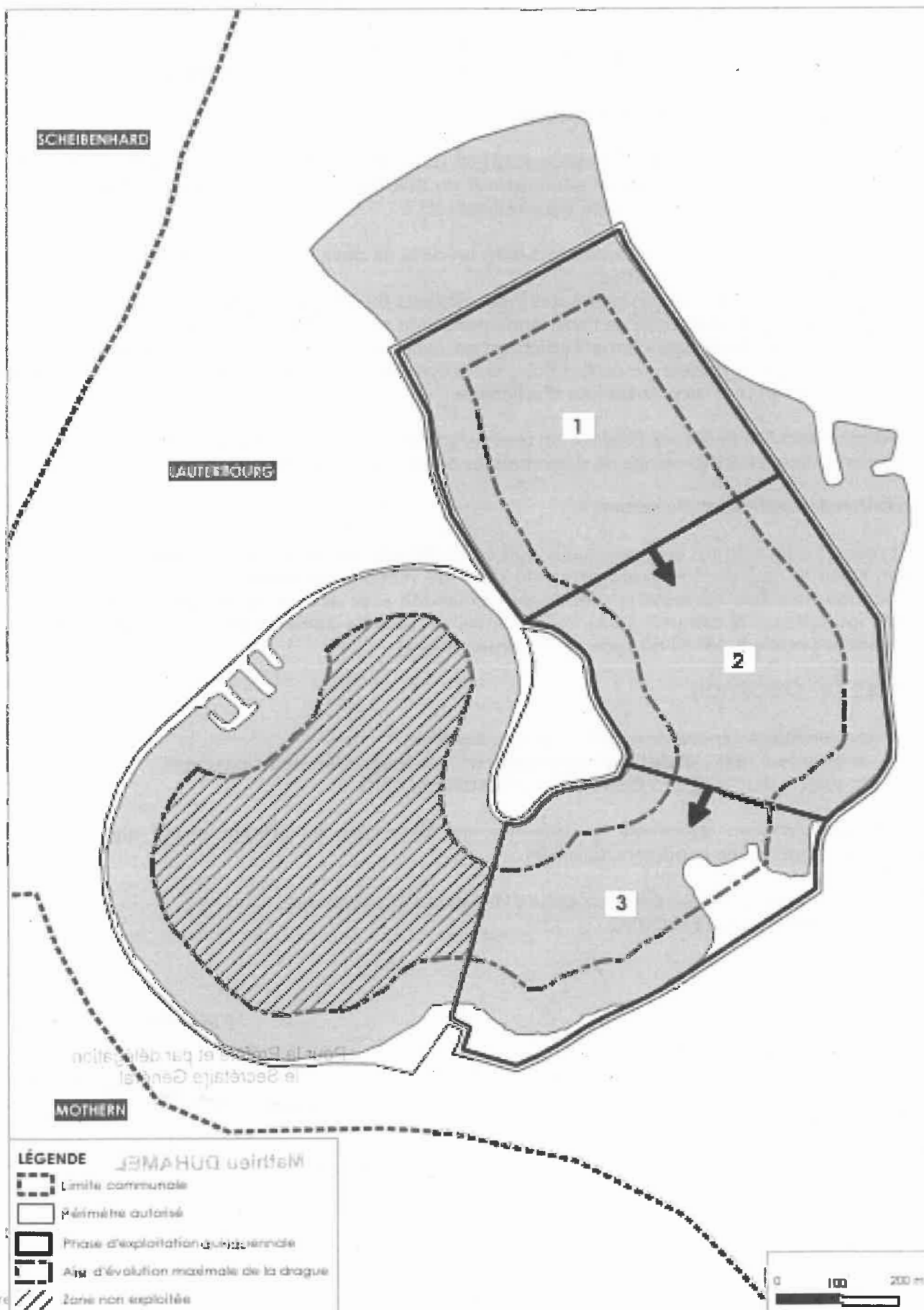
- au sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- au maire de LAUTERBOURG.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général


Mathieu DUHAMEL

Annexe I Plan de phasage d'exploitation



Annexe II

Plan de remise en état final du site

